

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

MARSEILLE, le 06/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023 (matin)

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOREF

ZI La Croisière
Site industriel fluvial
84500 Bollène

D/SPR/VJ/1338/2023

Références : D-0724-2023
Code AIOT : 0006400441

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement VALOREF implanté ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREF
- ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400441
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1987, la société VALOREF exploite depuis 1998 sur son site implanté sur la zone portuaire de la commune de Bollène une installation de traitement de déchets et sous produits réfractaires. Elle est spécialisée dans les réfractaires issus de fours verriers.

Rachetée en 2000 par le groupe Saint Gobain, elle compte aujourd'hui 45 salariés répartis sur les deux sites de Bollène (le second site étant implanté sur la ZI La Croisière). VALOREF se fixe un objectif de valorisation des déchets entrants de l'ordre de 85 à 90 %.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la précédente visite d'inspection du 08/04/2022 qui visait à récoler l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/06/2021, certains sujets restaient à compléter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Eaux industrielles atelier WOOL	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
2	Caractérisation radiologique des déchets admissibles	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
3	Consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
4	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la précédente visite d'inspection du 08/04/2022, il avait été constaté que l'exploitant avait mis en œuvre des actions correctives en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/06/2021, mais certains sujets nécessitaient des compléments. Des délais supplémentaires avaient donc été accordés en ce sens à l'exploitant.

Il ressort de la présente visite que l'exploitant a donné suite aux dispositions figurant dans l'arrêté de mise en demeure du 14/06/2021. La mise en demeure peut être levée.

Toutefois, l'Inspection a formulé les différentes demandes suivantes auprès de l'exploitant :

- mettre en place une traçabilité des vérifications de la cuve de récupération des eaux de WOOL,
- procéder à la réparation de la gouttière au Nord-est du bâtiment WOOL et justifier sa réalisation avant fin 2023,
- ajuster la procédure écrite relative à la réception de déchets SRON à la réalité de terrain en expliquant les choix opérés,
- apporter les justificatifs nécessaires à la demande de modification de la valeur limite d'eau de ville prélevable annuellement,
- présenter des résultats d'analyse sur les eaux pluviales conclusifs quant à la conformité des paramètres mesurés,
- proposer et justifier le choix d'un point de contrôle clairement identifié pour effectuer le contrôle des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux industrielles atelier WOOL

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents aqueux
Prescription contrôlée : La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de Bollène (84500), de respecter : • sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié : « Les eaux industrielles du nouveau bâtiment abritant le broyeur de déchets à base d'oxydes de chrome sont recyclées en fabrication. » « Seules les eaux industrielles de l'aire de lavage et de la chaîne de tri sont collectées et rejoignent le réseau d'eaux pluviales après traitement via un séparateur d'hydrocarbures. » Si le recyclage des eaux industrielles de l'atelier WOOL n'est techniquement pas possible dans le délai susvisé, les eaux devront être traitées comme des déchets.
Constats : Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 08/04/2022, il a été demandé à l'exploitant de : - vérifier et justifier que la fréquence des vidanges du bac de récupération est cohérente avec les quantités d'eau de process et de nettoyage utilisées par batch et le taux de fonctionnement de l'atelier. - faire réaliser par un organisme extérieur compétent, un diagnostic complet du réseau d'eaux industrielles de l'atelier WOOL. Ce diagnostic devra permettre d'attester que le circuit est totalement fermé et qu'il n'existe aucune connexion avec le réseau d'eaux pluviales. Ce diagnostic devra également permettre de contrôler le bon état (étanchéité) du réseau. La première demande s'inscrivait dans un contexte dans lequel le recyclage des eaux de process de l'atelier WOOL n'était pas pleinement opérationnel. Après avoir réalisé des ajustements techniques, le recyclage de ces eaux est opérationnel. L'exploitant indique que tous les cinq runs (un run = une production continue de 18 heures), le contrôle du bac de récupération des eaux de WOOL est à effectuer. Ce point figure à la fin de la procédure libellée « Mode opératoire WOOL, Vidange Broyeur Zirchroms », datée du 12/08/2019, V1. L'exploitant a retenu une fréquence de 5 runs qui correspond aux commandes qu'il reçoit qui comportent une campagne de 5 runs sur deux semaines. Il précise qu'à ce jour, il n'a jamais constaté de débordement de la cuve. Il estime que cette fréquence de vérification est adaptée. À noter que le dernier run a eu lieu en juillet 2022. Cette activité est temporairement en sommeil, en raison de la perte du mono-client que VALOREF avait pour la matière de sortie (le VALORCHROM ZCF R) et dans l'attente de l'identification de nouvelles débouchées (une personne recrutée en R&D à cet effet). Depuis un an,

l'exploitant indique procéder à une vérification du niveau de la cuve enterrée uniquement à la suite d'épisodes pluvieux importants pour s'assurer qu'il n'y a pas eu de déversement d'eaux pluviales parasites. L'exploitant ne dispose pas d'une traçabilité des vérifications de la cuve de récupération des eaux de WOOL.

→ **Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une traçabilité des vérifications de la cuve de récupération des eaux de WOOL.**

L'exploitant a fait réaliser par l'organisme Bureau Veritas Exploitation (Aix-en-Provence 13) un diagnostic du réseau d'évacuation des eaux usées domestiques, industrielles et pluviales du bâtiment WOOL. Cette intervention a donné lieu au rapport référencé 0797704 15593664/1/1 Rév0 daté du 23/09/2022. Le rapport conclut en la séparation des trois types de réseau, qui sont dirigés vers des exutoires différents. Trois observations sont toutefois formulées :

- A) prévoir une réparation de la gouttière au Nord-est du bâtiment qui semble absente et n'est de fait plus reliée à la descente de gouttière.
- B) prévoir un curage (à minima 1 fois / an) du canal ouvert acheminant les eaux industrielles de l'avaloir Est du bâtiment qui présente des dépôts avant rejet dans la cuve de stockage. Si ce dernier venait à s'obturer complètement, il pourrait y avoir déversement direct au milieu naturel.
- C) installer une poire de niveau reliée à un système d'alarme évitant tout débordement de la cuve et rejet direct au milieu naturel.

Interrogé sur les suites données à ces observations, l'exploitant :

- A) n'a pas fait réparer la gouttière au Nord-est du bâtiment (voir planche photo).

→ **Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la gouttière au Nord-est du bâtiment WOOL et de justifier sa réalisation avant fin 2023.**

- B) a présenté la facture n° F051033404 du 24/01/2023 de la société Chimirec Malo relatif au pompage et au curage des boues du bassin de décantation et au curage de la canalisation attenante.

- C) n'a pas donné suite à cette recommandation, considérant que la vérification de remplissage tous les 5 runs et le volume d'eau en jeu dans le process au regard de la capacité de la cuve (5 m³) sont suffisants pour prévenir le risque de débordement dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractérisation radiologique des déchets admissibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité

Prescription contrôlée :

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de Bollène (84500), de respecter :

- sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié :

« Les déchets à traiter contenant ou susceptibles de contenir des éléments radioactifs stables ou en équilibre avec leurs descendants, doivent faire l'objet d'une analyse radiologique de caractérisation et d'une mesure de l'activité massique par radioélément, en préalable à leur admission en vue du traitement sur le site. »

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 08/04/2022, il a été demandé à l'exploitant de :

- préciser dans une procédure écrite le type de contrôle réalisé, la méthodologie de contrôle, le seuil d'alerte qu'il s'est fixé (en le justifiant) et les mesures prises en cas d'atteinte du seuil d'alerte. Cette procédure sera adressée à l'Inspection des installations classées. Les contrôles réalisés et leurs résultats devront être consignés par écrit.

L'exploitant dispose d'un fichier au format Calc, généré le 19/11/2021, relatif au bilan de la radioactivité de ses produits. Sont référencés les noms suivants : VALORZAC 1195, VALORZAC PR, VALORZAC T, VALORZAC CRB, VALORZAC E, VALORZAC ER, ZIRCOVAL 65 R, ZIRCOVAL DR, VALORCHROM R, VALORCHROM CO, ZIRCOVAL ZCF R, VAL 60 R, VAL 72 R, VAL ZM, VALORGAL S et VALMAG O.

L'exploitant explique avoir mis en place depuis l'été 2023, un contrôle portique de la radioactivité des déchets lors de leur entrée sur le site. Il a établi la procédure « ENV.09.PR - Gestion de la radioactivité des déchets inertes et non dangereux », datée du 13/06/2023. Cette procédure se présente sous la forme d'un logigramme, renvoyant vers des documents associés à certaines étapes, tels que « Portique SAPHYMO ». Elle est encore à ce jour en phase de test. En essayant de recouper les informations entre chargement de déchets déclenchant le seuil de détection et lots disposants de CAP SRON (certificat d'acceptation préalable substance radioactive d'origine naturelle), l'exploitant a identifié une défaillance de son portique. Cet équipement a fait l'objet d'une réparation (remplacement d'une cellule de passage hors service) et d'un contrôle périodique par la société Maintenance Professionnelle Électronique (facture n° FC59022 du 15/09/2023 présentée).

Interrogé sur la capacité du personnel à effectuer une vérification visuelle de la présence de réfractaires avec Zircon, tel que le prévoit la procédure en cas de déclenchement du portique et d'absence de coche SRON sur le CAP, l'exploitant a indiqué que les opérateurs reçoivent une formation initiale à la reconnaissance des matériaux (couleurs, densités...). L'utilisation d'un appareil portatif de mesure de la radioactivité est également réalisée en complément de ce contrôle visuel. Ne figurant pas dans la procédure présentée, ce point a été rajouté en séance à la procédure. Interrogé sur les modalités d'immobilisation et isolement du camion (lieu consacré, durée d'isolement, périmètre de sécurité autour du camion, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas à proprement parler d'isolement du camion. Son chargement est vidé sur le quai de déchargement, puis la vérification se fait par l'opérateur. S'agissant du seuil d'alerte retenu par l'exploitant, il est défini à trois fois le bruit de fond dans la procédure, sans pour autant en préciser la valeur.

→ **Il est demandé à l'exploitant d'ajuster la procédure écrite relative à la réception de déchets SRON à la réalité de terrain en expliquant les choix opérés.**

L'exploitant a fait réaliser, par l'organisme ALGADE, une campagne de mesures 2021/2022 visant à mettre à jour l'évaluation de l'exposition radiologique des agents et de la population au regard de l'activité industrielle actuelle de valorisation de déchets de réfractaire. Cette intervention a donné lieu au rapport référencé VALO60-0 2-05 22 V1-FS daté du 17/07/2023, qui conclut sur les principaux points suivants :

- Caractérisation du terme source : la majorité des produits manipulés a fait l'objet par ailleurs d'une série de mesures en laboratoire montrant des niveaux d'activité massique supérieurs à 1 Bq.g-1 pour la chaîne de l'Uranium 238, conduisant sur le terrain à des niveaux de débit d'équivalent de dose gamma de l'ordre du $\mu\text{Sv.h}^{-1}$, pouvant donc conduire à l'établissement de zone à accès réglementé

- Évaluation de l'exposition :

- Les différentes campagnes de mesures montrent la prépondérance du risque d'exposition externe, en second lieu et ponctuellement une contribution aux poussières et plus marginalement une contribution des descendants du radon.
- Hors cas particulier de l'atelier WOOL, les niveaux moyens d'exposition pour les agents sur cette campagne sont de l'ordre de 0,3 mSv par an avec un maximum à 0,6 mSv pour la zone de broyage.
- Pour le cas de l'atelier WOOL considérant un scénario standard de 1600 h, l'exposition correspondante serait de 1,2 mSv, elle serait bien sûr inférieure en considérant notamment l'activité réelle de l'atelier.
- Pour le cas de l'environnement, les résultats sont conformes à l'historique avec des niveaux d'exposition de l'ordre de 0,3 mSv par an considérant un scénario de type activité professionnelle, en confirmant également la présence d'un marqueur potentiel atmosphérique et la présence de dépôts marqués au sol.

Le rapport pointe 2 axes de travail par rapport aux résultats mis en évidence sur cette campagne 2021/2022 :

- Un premier aspect radioprotection/évaluation de dose permettant de vérifier les niveaux d'exposition notamment pour le cas de l'atelier WOOL et de la zone de broyage.

- Un second aspect radioprotection/environnement ICPE sur la stratégie d'identification des produits et des zones contenant des SRON.

Interrogé sur les suites données à ces recommandations, l'exploitant précise :
- sur l'aspect évaluation de dose, qu'il a fait le choix de ne pas mettre en place d'évaluation de l'exposition individuelle des opérateurs (type dosimètre portatif).
- sur l'aspect environnement ICPE, qu'il a fait le choix d'une stratégie d'identification globale du site comme pouvant accueillir des déchets SRON en transit. Selon les propos recueillis auprès de l'organisme qui est intervenu, l'affichage en entrée de site des références de l'autorisation préfectorale de VALOREF suffirait à avertir le public. À noter que l'installation clôturée ne permet pas l'accès aux personnes étrangères au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de Bollène (84500), de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.6, 5.3 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié : <p>Article 3.6 :</p> <p>« La consommation en eau de ville est limitée à 70 m³/an.</p> <p>Les eaux en provenance du forage sont utilisées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le lavage des engins sur l'aire de lavage. • la brumisation de la chaîne de tri, du crible et des convoyeurs. • l'arrosage des espaces verts • les installations (en circuit fermé) équipant le bâtiment dédié au traitement des déchets chromiques. »
<p>Constats :</p> <p>Par dossier du 25/09/2020, l'exploitant a formulé plusieurs demandes de modifications de prescriptions préfectorales, parmi lesquelles figure l'augmentation du volume d'eau de ville pouvant être prélevé en le portant à 90 m³.</p> <p>Or pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré un prélèvement de 128 m³.</p> <p>L'exploitant explique cette valeur par une fuite d'eau qui a eu lieu en janvier 2022 et a engendré une surconsommation de l'ordre de 30 m³.</p> <p>Pour ce qui concerne l'année 2023 en cours, le site a connu des travaux en début d'année (construction de la plateforme de stockage), qui ont engendré une surconsommation de 50 m³.</p> <p>Compte-tenu d'une augmentation de ses effectifs (21 salariés) et du changement d'habitude de trajet domicile-travail, l'exploitant indique qu'une augmentation à 90 m³/an ne paraît plus appropriée. Il fait la demande d'une limite fixée à 160 m³, voire 200 m³.</p> <p>Quand bien même on reste sur de faibles volumes, la demande consiste à plus que doubler la valeur limite d'eau de ville prélevée autorisée. Cette demande est insuffisamment justifiée.</p> <p>→ Il est demandé à l'exploitant d'apporter les justificatifs nécessaires à sa demande de modification de la valeur limite d'eau de ville prélevable annuellement.</p> <p>Le dossier de demande de modification de certaines dispositions préfectorales fait l'objet d'une instruction en cours de finalisation et conduira à la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de Bollène (84500), de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.6, 5.3 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié : <p>Article 5.3 : « Les eaux pluviales collectées dans le bassin défini au point 4.5 ci-dessus, doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessus, pour les paramètres MES, hydrocarbures totaux et métaux totaux, mesurés avant le rejet vers le milieu naturel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 08/04/2022, il a été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - effectuer dès que possible un prélèvement d'eaux en sortie du bassin de décantation et de transmettre les résultats d'analyses à l'Inspection dès réception. <p>Un prélèvement sur les eaux pluviales a été réalisé le 30/06/2023 : dans le regard du séparateur hydrocarbures, dans le bassin de décantation et dans le bassin d'étalement. L'exploitant a transmis les rapports d'analyse du 17/07/2023, réalisées par le laboratoire CARSO-CAE Rennes.</p> <p>Ces rapports ne sont pas conclusifs quant à la conformité des paramètres mesurés au regard des valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site.</p> <p>Une lecture rapide du tableau d'analyses semble mettre en évidence le respect des valeurs limites fixées pour les métaux totaux et pour les hydrocarbures totaux. La conformité du paramètre MES (matières en suspension) ne peut être déterminée. Des résultats différents sont présentés en fonction des lieux de prélèvement de l'échantillon.</p> <p>→ Il est demandé à l'exploitant de présenter des résultats d'analyse sur les eaux pluviales conclusifs quant à la conformité des paramètres mesurés.</p> <p>→ Il est également demandé à l'exploitant de proposer et de justifier le choix d'un point de contrôle clairement identifié pour effectuer le contrôle des eaux pluviales.</p> <p>À noter qu'une mise à jour des modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales est prévue à l'occasion du prochain arrêté préfectoral complémentaire en cours de finalisation, visant à mieux adapter cette surveillance aux activités exercées par VALOREF et tenant compte d'une réglementation qui a connu des évolutions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet